

Royaume-Uni

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

➡ *Actions des forces de sécurité – Enquêtes effectives*

Enquête ineffective sur des décès suspects d'individus survenus au cours du conflit en Irlande du Nord que cela soit durant des opérations des forces de sécurité ou dans des circonstances donnant lieu à des suspicions de connivence avec ces forces.

Diverses défaillances au cours de l'enquête, notamment absence d'indépendance des agents de police chargés de l'enquête, absence d'examen public et d'information des familles des victimes sur les raisons motivant les décisions de ne pas poursuivre ; lacunes dans l'enquête policière, absence d'aide juridictionnelle pour les familles des victimes, retards dans la procédure d'enquête.

Groupe McKerr (28883/95) et Groupe McCaughey (43098/09)
Arrêts définitifs les 04/08/2001 et 16/10/2013

Surveillance soutenue

État d'exécution

➡ *Protection des victimes de la traite*

Absence de mesures opérationnelles visant à protéger deux mineurs contre des poursuites judiciaires malgré une suspicion crédible qu'ils étaient victimes de la traite d'êtres humains et procédures pénales inéquitable subséquentes.

V.C.L. et A.N. (77587/12)
Arrêt définitif le 05/07/2021

Surveillance soutenue

État d'exécution

➡ *Vie privée - Rétention d'informations*

Rétention pour une durée indéfinie d'échantillons cellulaires, d'empreintes digitales et de profils ADN, pour une personne condamnée pour une infraction mineure (*Gaughran*) et en relation avec des arrestations pour des infractions pour lesquelles les personnes concernées n'ont finalement pas été condamnées (*S. et Marper*).

Groupe Gaughran (5245/15)
Arrêt définitif le 13/06/2020

Surveillance soutenue

État d'exécution

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

► *Insuffisances du régime de surveillance secrète*

Des « **garanties de bout en bout** » **insuffisantes** dans le cadre juridique précédent (en vigueur jusqu'en 2018) pour fournir des garanties adéquates et effectives contre l'arbitraire et le risque d'abus dans l'interception en masse des données de communication.

Big Brother Watch et autres (58170/13)

Arrêt définitif le 25/05/2021

Surveillance standard

État d'exécution